



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES

Quarante-neuvième session

11–15 mai 2026

DOCUMENT DE DISCUSSION POUR DE NOUVEAUX TRAVAUX SUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES AUX BOISSONS ALCOLISÉES

(Préparé par la Tanzanie avec l'aide de la Barbade, du Botswana, de l'Eswatini, du Ghana, de la Jamaïque, de Madagascar, de Sainte-Lucie, des Seychelles, de l'Ouganda et de l'Organisation mondiale de la santé)

INTRODUCTION

1. La Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées (CXS 1-1985), les Directives concernant l'étiquetage nutritionnel (CXG 2-1985) et les Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé (CXG 23-1997) traitent les boissons alcoolisées comme des produits alimentaires ordinaires et n'abordent pas de manière adéquate les renseignements relatifs à la santé, les renseignements relatifs à la nutrition et les restrictions concernant les allégations nutritionnelles et de santé.
2. Les exigences en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées varient considérablement d'un pays à l'autre, ce qui indique que les législations nationales sur les boissons alcoolisées ne bénéficient pas du même degré de conformité avec les textes du Codex que celles qui s'appliquent à d'autres produits alimentaires. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), en 2019, seuls [42 pays](#) exigeaient des renseignements pour les consommateurs comme les calories, les additifs, les vitamines et les micronutriments, [55 pays](#) imposaient au moins un avis relatif à la santé, et [104 pays](#) exigent l'étiquetage de la teneur en alcool. Ces incohérences quant au moment et à la manière dont les renseignements sont fournis d'un pays à l'autre entraînent des coûts directs de mise en conformité, créent une complexité logistique – une barrière non tarifaire –, désavantagent les petits et moyens producteurs dans le commerce transfrontalier, réduisant l'accès concurrentiel aux marchés étrangers, augmentent les litiges et peuvent empêcher les gouvernements d'adopter des mesures de protection des consommateurs plus strictes.
3. Les boissons alcoolisées contiennent de l'éthanol, une substance intoxicante et causant la dépendance. Actuellement, l'élimination complète de l'éthanol reste un défi. C'est pourquoi il est nécessaire d'élaborer des orientations et des normes internationales communes pour protéger la santé publique et promouvoir des pratiques commerciales loyales afin de relever ce défi.
4. Le défi est mis en évidence par les 2,6 millions de décès en 2019 et la contribution de 4,7 % de la consommation d'alcool à la charge mondiale de morbidité. Une relation de cause à effet a été scientifiquement établie entre la consommation d'alcool et plusieurs problèmes de santé, dont sept types de cancer. En outre, la consommation d'alcool contribue de manière substantielle aux dommages subis par une personne et son entourage, y compris les risques accrus de violence à l'égard des femmes et des enfants, ainsi que l'incidence plus élevée des blessures et des infractions pénales. Pour ces raisons, les pays ont adopté à l'unanimité le [Plan d'action mondial contre l'alcool 2022-2030 de l'OMS](#) en mai 2022. Ce document appelle à garantir des mesures appropriées de protection des consommateurs par l'entremise d'exigences d'étiquetage pour les boissons alcoolisées qui affichent des renseignements essentiels sur la teneur en alcool et d'autres ingrédients ayant un impact potentiel sur la santé, la valeur calorique et des avertissements de santé.
5. Le débat sur l'étiquetage des boissons alcoolisées met en évidence la nécessité de trouver un équilibre entre la santé publique, les droits des consommateurs et des pratiques commerciales loyales. Avec l'expansion du marché mondial, l'établissement de normes d'étiquetage uniformes est essentiel pour relever les défis en matière de santé publique et réduire la confusion des consommateurs. Le Codex est particulièrement bien placé pour fournir des orientations harmonisées au niveau international et fondées sur la science, qui peuvent réduire les pratiques trompeuses, renforcer la transparence, améliorer la compréhension des risques pour la santé par les consommateurs, soutenir la santé publique, s'harmoniser avec les preuves mondiales et les principes d'analyse des risques du Codex et fournir des orientations pratiques que les gouvernements peuvent facilement mettre en œuvre, accélérant ainsi les progrès vers les objectifs de développement durable et la réalisation des engagements mondiaux du plan d'action mondial de l'OMS contre l'alcoolisme.

GÉNÉRALITÉS

6. Au cours des dix dernières années, le CCFL a régulièrement et systématiquement débattu des complexités de l'étiquetage des boissons alcoolisées. Une vue d'ensemble des points saillants discutés par le CCFL depuis 2016 est résumée dans l'annexe I.

7. Lors de la 48^e session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL48), l'OMS a présenté un [document de travail](#) sur l'étiquetage des boissons alcoolisées et les résultats de l'[analyse des réponses à CL 2024/13– FL](#) ont été discutés. Ces documents indiquent que les travaux du CCFL sur l'alcool devraient porter sur la révision et la modification de la norme générale et des directives afin de fournir aux membres des renseignements clairs, précis et transparents sur l'étiquetage des boissons alcoolisées.

8. Sur la base de ce résultat, lors de la réunion du [CCFL48, le Comité a décidé](#) d'inclure l'étiquetage des boissons alcoolisées dans l'inventaire des travaux futurs, dans l'attente de la présentation d'un document de projet et de la confirmation d'un pays membre désireux de mener l'initiative¹.

NOUVEAUX TRAVAUX POTENTIELS POUR LE CCFL

9. Une liste préliminaire des textes, sections et sujets du Codex devant être modifiés pour tenir compte des détails des boissons alcoolisées figure à l'annexe II et est résumée ci-dessous.

CXS 1-1985 – Norme générale. Sections sur les renseignements obligatoires / Nom de la denrée alimentaire / Déclaration de contenu / Lisibilité et présentation. Principales révisions nécessaires : Règles relatives à la teneur en alcool, déclaration de consommation standard, avertissements relatifs à la santé, limites de substitution numérique, orientations multilingues/exportation.

CXG 2-1985 – Étiquetage nutritionnel. Sections sur l'objectif / Étiquetage nutritionnel obligatoire/volontaire / Expression de la teneur en nutriments / Taille des portions. Principales révisions nécessaires : traitement des boissons alcoolisées (calcul de l'énergie à partir de l'éthanol), obligation de déclarer l'énergie par 100 ml et par portion, proximité de la teneur en alcool et règle de présentation neutre.

CXG 23-1997 – Allégations nutritionnelles et de santé. Sections sur le champ d'application / Allégations trompeuses / Allégations nutritionnelles et de santé / Présentation. Principales révisions nécessaires : interdictions propres à l'alcool (pas d'allégations de réduction du risque de maladie), avertissements contextuels en cas d'utilisation d'allégations nutritionnelles et symboles d'approbation de la santé pour les boissons alcoolisées.

10. Sur la base d'une évaluation préliminaire des travaux, le document de projet figurant à l'annexe III identifie les domaines initiaux dans lesquels le CCFL pourrait fournir des orientations supplémentaires sur les exigences en matière d'étiquetage des produits alcoolisés par des modifications et des révisions de la norme générale et des directives correspondantes.

11. Les travaux se dérouleront en trois phases principales afin de garantir la cohérence méthodologique, l'utilisation efficace des ressources et la progression logique de la révision des normes. La phase 1 mettra l'accent sur la révision de la norme générale (CXS 1-1985). La phase 2 portera sur la révision des normes relatives aux allégations nutritionnelles et de santé (CXG 23-1997), en veillant à les harmoniser avec les dispositions générales mises à jour. La phase 3 comprendra la révision de la norme d'étiquetage nutritionnel (CXG 2-1985), permettant l'intégration complète des exigences générales révisées et des dispositions relatives aux allégations dans un cadre d'étiquetage cohérent et actualisé.

12. Les travaux du CCFL sur ce sujet permettront aux pays membres d'élaborer des normes d'étiquetage fondées sur la science qui protègent la santé publique et fournissent des renseignements précis aux consommateurs tout en réduisant les dommages liés à l'alcool et en promouvant des pratiques commerciales loyales.

CONCLUSIONS

13. L'absence de dispositions reconnaissant les spécificités des boissons alcoolisées dans la norme générale et les directives conduit à des interprétations nationales incohérentes et à des allégations potentielles susceptibles d'induire les consommateurs en erreur quant aux conséquences de la consommation d'alcool sur la santé. L'harmonisation de la norme générale (CXS 1-1985) et des directives (CXG 2-1985 et CXG 23-1997) du Codex sur les meilleures pratiques internationales et les recommandations sanitaires actuelles fondées sur des preuves consolidera le rôle du Codex en matière de protection des consommateurs et de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires et facilitera l'adoption par les membres de normes mondiales actualisées et fondées sur le consensus.

¹ REP24/FL paragraphe 169

RECOMMANDATIONS

14. Le CCFL48 est invité à considérer ce qui suit :

- (i) initier de nouveaux travaux sur l'étiquetage des boissons alcoolisées afin de modifier/réviser les textes pertinents du Codex, comme indiqué dans le document de projet figurant à l'annexe III;
- (ii) établir un GTÉ présidé par la Tanzanie, avec la participation des membres et observateurs intéressés, pour préparer un projet de modifications et de révisions proposées à la norme générale et aux directives pertinentes pour examen par le CCFL50.

APERÇU DES DISCUSSIONS DU CCFL DEPUIS 2016

En 2016, le [CCFL43](#) a conclu que le Canada devrait préparer un document de travail sur les travaux futurs et l'orientation du CCFL, qui résume certains des travaux précédemment relevés qui n'ont pas été transmis au Comité, les travaux en cours et les enjeux émergents. Le Secrétariat du Codex publierait une lettre circulaire demandant aux membres et aux observateurs de fournir des renseignements sur les points à inclure dans le document;

En 2017, au [CCFL44](#) le Canada a présenté un document de travail sur les travaux futurs et l'orientation du CCFL. L'étiquetage et les conseils en matière d'alcool sont l'un des enjeux relevés dans le cadre des travaux potentiels du CCFL. Il a été indiqué que l'un des principaux objectifs des normes du Codex est de protéger la santé. Il a été estimé que les étiquettes devraient comporter des renseignements sur le degré d'alcool et la teneur en énergie des produits alcoolisés. La session a chargé la Fédération de Russie, avec l'aide de l'Union européenne, du Ghana, de l'Inde et du Sénégal, de rédiger un document sur l'étiquetage des boissons alcoolisées. La session a également décidé que le Secrétariat du Codex publierait une lettre circulaire pour obtenir des renseignements sur les pratiques, les questions et le rôle potentiel du CCFL en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées. Après le CCFL44 en avril 2018, la LC 2018/24– FL a été envoyée pour collecter des renseignements sur les pratiques actuelles, les problèmes et tout rôle potentiel du CCFL dans ce domaine.

En 2019, au [CCFL45](#), la Fédération de Russie a présenté le point, au nom des corédacteurs : Union européenne, Ghana, Inde et Sénégal. Elle a également résumé certaines des réponses reçues à la lettre circulaire qui indiquaient, entre autres, qu'il y avait un manque d'harmonisation pour l'étiquetage des boissons alcoolisées, que la teneur en alcool devrait être abordée, que les exigences énergétiques sur les étiquettes étaient rares, qu'il y avait des opinions divergentes sur la question de savoir si l'étiquetage des boissons alcoolisées relevait du mandat du CCFL, qu'il n'y avait pas d'accord sur la question de savoir si les orientations actuelles étaient suffisantes pour l'étiquetage des boissons alcoolisées et qu'en raison de la grande variété de boissons alcoolisées, de leur composition et des différents modes de consommation, il serait difficile d'harmoniser l'étiquetage de ces produits. Cinq recommandations tenant compte des propositions faites par les répondants au comité ont été soumises à l'examen. Des commentaires ont été formulés sur le fait qu'en raison de la disponibilité tardive du document de discussion, il n'a pas été facile de procéder à des consultations au niveau national; un délai supplémentaire a donc été nécessaire pour examiner le document. Les réponses à la LC proviennent principalement de pays qui disposent déjà d'une législation, et il faudrait donner plus de temps aux membres pour répondre au document afin que les rédacteurs puissent préparer un document révisé qui sera examiné lors de la prochaine session. Le Comité a convenu de publier une LC demandant des observations sur le document de travail (CX/FL 19/45/10); et que la Fédération de Russie, l'Union européenne et l'Inde prépareraient un nouveau document de travail sur la base des observations reçues en réponse à la LC, des observations formulées à cette session, des observations écrites dans les documents de séance soumis à cette session et des éclaircissements apportés par le Secrétariat du Codex, pour examen par le CCFL46.

En 2021, au [CCFL46](#) la Fédération de Russie a présenté les travaux réalisés jusqu'à présent sur l'étiquetage des boissons alcoolisées et a indiqué que les réponses à la LC2019/86-FL montraient qu'il existait un terrain d'entente sur lequel poursuivre les travaux, mais qu'il y avait une nette divergence d'opinions sur la question de savoir si l'étiquetage de l'alcool nécessitait des orientations ou des normes précises dans le Codex, mais que les difficultés causées par la pandémie de COVID-19 avaient entravé l'élaboration du document de travail. Reconnaisant le soutien apporté aux travaux futurs du CCFL, le CCFL46 a décidé que la Fédération de Russie, l'Union européenne et l'Inde, avec l'aide de l'OMS et d'EUROCARE, prépareraient un document de travail pour examen par le CCFL47. Une lettre d'intention sera également publiée pour aider à l'élaboration du document de discussion.

En 2023, le [CCFL47](#) a noté que ce point avait été discuté précédemment et que des commentaires avaient été demandés par l'intermédiaire d'une lettre circulaire, mais qu'aucun document de discussion n'avait été préparé pour cette session. Aucun membre n'ayant proposé de prendre la direction de nouveaux travaux potentiels, une discussion s'ensuit sur la possibilité de maintenir ce point à l'ordre du jour. Les participants à CCFL47 ont convenus de maintenir le point sur l'étiquetage des boissons alcoolisées inscrit à leur ordre du jour et de demander à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de préparer un document de travail, pour examen lors de la 48^e session du CCFL. En janvier 2023, le Secrétariat du Codex a publié la lettre circulaire [CL 2024/13– FL](#) sollicitant l'avis et les commentaires des membres du Codex et des observateurs sur les actions possibles en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées. Quarante-neuf (49) membres du Codex, une (1) organisation membre et sept (7) observateurs ont répondu à la lettre circulaire CL2024/13-FL. Ces [réponses](#) et une [liste](#) des législations nationales et régionales sont complétées par une [analyse](#) des résultats.

En 2024, au [CCFL48](#), un document de travail basé sur les résultats des avis demandés dans le document CL2024/13-FL a été débattu. Au cours de la discussion, il a été largement reconnu que les boissons alcoolisées relevaient de la définition des denrées alimentaires du Codex et pouvaient être traitées dans le cadre du mandat du Codex. Il a également été souligné que la norme CXS 1-1985 et les Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé (CXG 23-1997) constituaient une bonne base pour l'étiquetage des boissons alcoolisées et que les spécificités et les lacunes des textes actuels du Codex pouvaient être comblées par des modifications ou des révisions des textes existants du Codex. De nombreuses délégations se sont déclarées

favorables à de nouveaux travaux sur l'étiquetage de l'alcool, tandis que d'autres ont estimé que les dispositions existantes dans le document CXS 1-1985 et le document CXG 23-1997 étaient suffisantes. Le CCFL48 a conclu de maintenir ce travail dans l'inventaire des travaux futurs et a convenu que les membres pourraient soumettre un document de projet et confirmer leur disponibilité pour diriger les travaux.

BOISSONS ALCOOLISÉES – PROPOSITIONS PRÉLIMINAIRES DE MODIFICATIONS AUX TEXTES PERTINENTS DU CODEX

CXS 1-1985 – NORME GÉNÉRALE POUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES PRÉEMBALLÉES

Principales lacunes concernant les boissons alcoolisées et sections proposées pour les modifications

1. **Absence d'éléments liés à l'alcool (TAV, déclaration de consommation standard, contenu net en unités d'alcool).** La norme CXS 1 est rédigée pour les « denrées alimentaires préemballées » en général et ne définit pas d'éléments d'étiquetage propres aux boissons alcoolisées (p. ex., les règles de présentation de l'alcool par volume (TAV), les déclarations de « consommation standard », l'expression en grammes d'éthanol). Révision nécessaire dans les sections des renseignements obligatoires.

Dispositions à réviser

Sections « Renseignements obligatoires » et « Nom de la denrée alimentaire / Déclaration du contenu » (CXS 1, la liste d'étiquetage obligatoire). Ajouter une sous-clause exigeant une présentation standardisée de la teneur en alcool (TAV) et (facultativement) une déclaration réglementée de « consommation standard » exprimée en grammes d'éthanol et en millilitres/unités.

2. **Aucune directive sur les avertissements relatifs à la santé et les exigences en matière d'emplacement et de format.** La norme CXS 1 fixe des règles générales en matière de mise en évidence et de lisibilité, mais ne contient pas d'exigences propres à l'alcool, telles que les avertissements relatifs à la grossesse, au cancer ou à l'affaiblissement des facultés, la taille minimale des caractères, le contraste et l'emplacement sur l'affichage principal.

Dispositions à réviser

Sections « Lisibilité et mise en évidence » et « Présentation » – insérer des avertissements liés à l'alcool, leur taille/format minimum et leur emplacement (par exemple, l'exigence d'un panneau d'affichage principal).

3. **Règles d'étiquetage linguistique et multi-territorial pour les exportations.** Il existe peu de textes traitant de l'étiquetage multilingue en ce qui concerne les produits exportés avec des mentions de titre alcoométrique et des unités légales différentes. Les exportateurs ont besoin de règles claires sur les unités acceptées et sur l'autorisation d'autres mentions d'alcoolémie.

Dispositions à réviser

Section « Mentions obligatoires et langue » – préciser les unités acceptées (pourcentage en volume et quantité d'éthanol par 100 ml), les traductions acceptables et les règles relatives aux doubles déclarations pour les boissons alcoolisées importées/exportées.

4. **Absence d'harmonisation des définitions relatives aux boissons alcoolisées dans les textes du Codex.** Des termes tels que « boisson alcoolisée », « titre alcoométrique volumique (TAV) », « consommation standard » et « portion individuelle » ne sont pas définis de manière cohérente (ou pas du tout) dans ces textes. Un ensemble unique de définitions devrait être adopté et inséré dans la norme CXS 1 ou en tant que nouveau glossaire lié à la norme CXG 2 et la norme CXG 23. Par la suite, la norme CXG 1 pourrait avoir besoin d'une harmonisation similaire.

Dispositions à réviser

Ajouter une entrée du glossaire du Codex dans le CXS 1 (ou une annexe de définitions avec références croisées) couvrant la teneur en alcool, la consommation standard (grammes d'éthanol), les catégories de boissons alcoolisées (bière, vin, spiritueux), la taille de la portion.

CXG 2-1985 – DIRECTIVES SUR L'ÉTIQUETAGE NUTRITIONNEL

Principales lacunes concernant les boissons alcoolisées et sections proposées pour les modifications

5. **Traitement peu clair des « aliments qui sont des boissons alcoolisées » dans le champ d'application de l'étiquetage nutritionnel.** La norme CXG 2 est générique; elle n'indique pas explicitement si et comment les boissons alcoolisées doivent être traitées pour la déclaration des nutriments, ni ne fournit d'indications sur la manière de présenter l'énergie (calories) pour les boissons dans lesquelles l'alcool apporte la majeure partie de l'énergie. Cela crée une ambiguïté sur la question de savoir si les calories de l'alcool doivent être déclarées et dans quelles unités.

Dispositions à réviser

La section 1 (Objectif) et les section(s) relative(s) à l'étiquetage nutritionnel obligatoire/volontaire – ajouter une clause pour les boissons alcoolisées clarifiant le statut obligatoire/volontaire de présentation de l'énergie (kJ/kcal), la manière de calculer et de présenter l'énergie provenant de l'éthanol, et si et comment déclarer « par portion » et « par 100 ml ».

6. Pas de directive sur la taille des portions / la variabilité des contenants pour les bouteilles contenant plusieurs portions. Les boissons alcoolisées sont vendues dans des formats allant des canettes individuelles aux grandes bouteilles – la norme CXG 2 manque d'indications sur une déclaration cohérente de la taille de la portion et sur la conversion à une base de 100 ml pour la comparabilité.

Dispositions à réviser

Section « Expression de la teneur en nutriments / portion » – exiger à la fois une portion par 100 ml et une portion déclarée pour les boissons alcoolisées, et définir comment la portion est déterminée (p. ex., l'unité de consommation typique ou la consommation standard).

7. Aucune orientation sur l'interaction entre l'étiquetage nutritionnel et la protection des consommateurs contre les restrictions liées à l'âge. La norme CXG 2 n'aborde pas la question de savoir comment l'étiquetage nutritionnel devrait être conçu de manière à ne pas constituer une incitation (p. ex., la mention « faible en calories » présentant l'alcool comme une option plus saine) – une question particulièrement pertinente pour l'alcool.

Dispositions à réviser

Section « Interprétation et utilisation de l'étiquetage nutritionnel » – inclure des orientations selon lesquelles les renseignements sur l'énergie et les nutriments ne doivent pas être présentés d'une manière qui suggère un effet bénéfique pour la santé (renvoi aux directives sur les allégations), et exiger des règles de placement et de formatage qui évitent d'impliquer des effets bénéfiques pour la santé.

CXG 23-1997 – DIRECTIVES POUR L'UTILISATION DES ALLÉGATIONS NUTRITIONNELLES ET DE SANTÉ

Principales lacunes concernant les boissons alcoolisées et sections proposées pour les modifications

8. Autorisation des allégations nutritionnelles sans mesures de protection propres à l'alcool. La directive CXG 23 autorise les allégations nutritionnelles relatives à l'énergie et à certains nutriments, mais elle ne prévoit pas d'interdictions ou de qualifications propres à l'alcool (p. ex., l'autorisation d'une allégation « à valeur énergétique réduite » sur une boisson alcoolisée sans exiger de clauses de non-responsabilité ou de contexte de protection de la santé). Cela risque d'induire les consommateurs en erreur en leur faisant croire que certaines boissons alcoolisées sont « plus saines »

Dispositions à réviser

CXG 23 – Section 4 (Allégations nutritionnelles) – Sections sur les « allégations interdites/trompeuses » – ajouter des restrictions explicites : (a) interdire les allégations comparatives de santé qui impliquent que l'alcool est bénéfique (p. ex., « choix plus sain »); (b) exiger une déclaration contextuelle (p. ex., « La consommation excessive d'alcool augmente les risques pour la santé ») lorsque des allégations relatives aux calories ou aux nutriments sont utilisées; (c) limiter les allégations nutritionnelles autorisées à des déclarations factuelles (p. ex., « X kcal par 100 ml ») présentées de manière neutre.

9. Il n'existe pas de règles précises concernant les allégations de santé relatives à l'alcool (p. ex., « contient des plantes X qui peuvent... »). Le guide CXG 23 autorise les allégations de santé, mais ne fixe pas de limites propres à l'alcool; les boissons alcoolisées présentent un risque distinct pour la santé publique, d'où la nécessité d'établir des seuils d'admissibilité et des critères de disqualification.

Dispositions à réviser

LDG 23 – Section « Allégations santé » – ajouter une clause interdisant les allégations de réduction du risque de maladie ou de bien-être général pour les boissons alcoolisées (p. ex., « peut réduire le cholestérol ») et exiger que toute allégation fonctionnelle/physiologique réponde à des critères de justification plus stricts et comporte des clauses de non-responsabilité en matière de risque.

10. Il n'est pas nécessaire de recouper les approbations d'allégations avec les avertissements relatifs à la teneur en alcool ou à la consommation. Si un producteur fait une allégation nutritionnelle (p. ex., « à faible teneur en sucre »), cela pourrait être trompeur en l'absence d'avertissements relatifs à la teneur en alcool et à la santé. Les textes devraient prévoir des références croisées.

Dispositions à réviser

La *directive CXG 23 – sections relatives à la publication des allégations et des renseignements obligatoires* – exige que toute allégation nutritionnelle ou de santé sur une boisson alcoolisée soit accompagnée d'une déclaration relative à la teneur en alcool et d'une mise en garde standard pour la santé, à un endroit bien visible et à proximité.

LACUNES TRANSVERSALES DANS LES TEXTES PERTINENTS DU CODEX

13. Pas d'orientation sur les codes numériques/QR en tant que substitut aux renseignements sur la santé figurant sur l'étiquette. Les directives actuelles ne précisent pas si les codes QR ou les liens Web peuvent être utilisés à la place des mentions figurant sur l'étiquette pour les avertissements relatifs à la santé ou les renseignements nutritionnels – une question soulevée dans la pratique. Ajouter des règles explicites limitant la

substitution de renseignements sur la santé figurant sur l'étiquette par du contenu numérique ne figurant pas sur l'étiquette.

Dispositions à réviser

CXS 1 – « *Présentation* » et CXG 2 – « *renseignements supplémentaires* » – exigent que les renseignements apparaissent directement sur l'étiquette (exceptions uniquement lorsqu'elles sont inévitables et soumises à des conditions strictes).

14. Aucun format n'est recommandé pour garantir la neutralité (éviter toute approbation implicite en matière de santé). Dans les normes CXG 2 et CXG 23 (éventuellement aussi CXG 1), il n'y a pas suffisamment d'indications sur le formatage des renseignements et des allégations relatives aux calories/nutriments pour éviter d'insinuer qu'elles sont bonnes pour la santé; p. ex., l'emplacement, la couleur, les logos ou les schémas de style « feux de signalisation » utilisés pour les aliments pourraient « assainir » les boissons alcoolisées de manière inappropriée. Ajouter des contraintes de mise en forme ou interdire les logos de promotion de la santé pour les boissons alcoolisées.

Dispositions à réviser

CXG 23 – « *Présentation des allégations* » et CXS 1 – « *Règles de présentation* » – interdisent les symboles de promotion de la santé ou les encadrements positifs pour les boissons alcoolisées; exigent une présentation neutre des données nutritionnelles. De même, la norme CXG 1 peut nécessiter une harmonisation.

15. Aucun mécanisme n'est prévu pour gérer la conformité multi-territoriale et l'étiquetage des exportations. Les textes ne prévoient pas de procédure pour traiter les exigences contradictoires d'un pays à l'autre (p. ex., un texte d'avertissement d'un pays importateur dont la formulation ou la taille diffère). Envisager d'ajouter une approche pragmatique recommandée pour la mise en conformité (p. ex., norme mondiale minimale + superpositions nationales facultatives) et des orientations pour les exportateurs.

Dispositions à réviser

CXS 1 – « *Principes généraux / Allégations / Déclarations* » – ajout de directives pour les exportateurs et les autorités nationales sur les tolérances, l'équivalence et les étiquettes bilingues pour le TAV et les avertissements relatifs à la santé.

DOCUMENT DE PROJET POUR DE NOUVEAUX TRAVAUX SUR L'APPLICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES AUX BOISSONS ALCOLISÉES

Contexte

Après avoir reconnu que les textes du Codex [*Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985), *Directives concernant l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2-1985) et *Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé* (CXG 23-1997)] s'appliquent aux boissons alcoolisées, mais que les spécificités de ces produits ne sont pas correctement prises en compte dans ces textes, le CCFL48 a décidé d'adopter un projet de directive sur l'*étiquetage nutritionnel*, [le CCFL48 a convenu](#) que des modifications ou des révisions des textes du Codex pourraient être envisagés, sous réserve de la soumission d'un document de projet et de la confirmation d'un pays membre désireux de mener l'initiative.

1. OBJECTIF ET PORTÉE

Cette proposition vise à obtenir l'autorisation d'entreprendre de nouveaux travaux pour réviser progressivement trois textes existants du Codex afin de garantir que les dispositions en matière d'étiquetage tiennent compte avec précision des caractéristiques précises, le profil de risque et les besoins réglementaires des boissons alcoolisées. Les travaux mettront l'accent sur l'élaboration de dispositions cohérentes et harmonisées en matière d'étiquetage, fondées sur des données probantes, en vue de protéger les consommateurs, de prévenir les renseignements trompeurs et de faciliter les pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires.

Une liste préliminaire des textes, sections et sujets du Codex devant être modifiés pour tenir compte des détails des boissons alcoolisées figure à l'annexe II et est résumée ci-dessous.

CXS 1-1985 – Norme générale. Sections sur les renseignements obligatoires / Nom de la denrée alimentaire / Déclaration de contenu / Lisibilité et présentation. Principales révisions nécessaires : Règles relatives à la teneur en alcool, déclaration de consommation standard, avertissements relatifs à la santé, limites de substitution numérique, orientations multilingues/exportation.

CXG 2-1985 – Étiquetage nutritionnel. Sections sur l'objectif / Étiquetage nutritionnel obligatoire/volontaire / Expression de la teneur en nutriments / Taille des portions. Principales révisions nécessaires : traitement des boissons alcoolisées (calcul de l'énergie à partir de l'éthanol), obligation de déclarer l'énergie par 100 ml et par portion, proximité de la teneur en alcool et règle de présentation neutre.

CXG 23-1997 – Allégations nutritionnelles et de santé. Sections sur le champ d'application / Allégations trompeuses / Allégations nutritionnelles et de santé / Présentation. Principales révisions nécessaires : interdictions propres à l'alcool (pas d'allégations de réduction du risque de maladie), avertissements contextuels en cas d'utilisation d'allégations nutritionnelles et symboles d'approbation de la santé pour les boissons alcoolisées.

Les travaux se dérouleront en trois phases principales afin de garantir la cohérence méthodologique, l'utilisation efficace des ressources et la progression logique de la révision des normes. La phase 1 mettra l'accent sur la révision de la norme générale (CXS 1-1985). La phase 2 portera sur la révision des normes relatives aux allégations nutritionnelles et de santé (CXG 23-1997), en veillant à les harmoniser avec les dispositions générales mises à jour. La phase 3 comprendra la révision de la norme d'étiquetage nutritionnel (CXG 2-1985), permettant l'intégration complète des exigences générales révisées et des dispositions relatives aux allégations dans un cadre d'étiquetage cohérent et actualisé.

2. PERTINENCE ET MOMENT OPPORTUN

Les boissons alcoolisées contiennent de l'éthanol, une substance intoxicante et causant la dépendance. En 2019, la consommation d'alcool a entraîné 2,6 millions de décès et contribué à 4,7 % de la charge mondiale de morbidité. Une relation de cause à effet a été scientifiquement établie entre la consommation d'alcool et plusieurs problèmes de santé, dont sept types de cancer. La consommation d'alcool cause également des dommages importants à soi-même et aux autres.

Les réflexions collectives des membres du Codex et des observateurs soulignent la nécessité d'établir des orientations consolidées en matière d'étiquetage qui traitent de la gestion des risques pour la santé associés à la consommation de boissons alcoolisées. Actuellement, de nombreuses initiatives nationales, sous-régionales et régionales ont été lancées pour sensibiliser les consommateurs tout en empêchant les pratiques commerciales trompeuses.

De par sa dimension mondiale, ce travail est particulièrement opportun, car il offre une occasion unique de préciser et d'harmoniser les pratiques d'étiquetage actuelles dans le cadre des textes du Codex (norme générale et directives). Plus précisément, les travaux permettront au CCFL d'atténuer les risques pour la santé associés à la consommation de boissons alcoolisées en harmonisant les exigences techniques relatives à l'étiquetage des boissons alcoolisées dans l'ensemble des textes du Codex, afin de préserver la santé humaine tout en

encourageant des pratiques commerciales loyales.

Ces travaux seront bénéfiques pour la santé publique et la protection des consommateurs, notamment en améliorant la clarté et le caractère informatif des étiquettes d'alcool, ce qui favorisera une prise de décision éclairée, en réduisant les allégations trompeuses, notamment en ce qui concerne les caractéristiques nutritionnelles ou sanitaires, en améliorant l'harmonisation des recommandations de l'OMS en matière d'information avec les risques liés à l'alcool, et en améliorant la protection des populations vulnérables, par exemple les femmes enceintes et les mineurs.

Ils profiteront également au commerce international en harmonisant les dispositions du Codex afin de réduire les exigences nationales divergentes, en facilitant la mise en conformité par les pays exportateurs, en réduisant les obstacles techniques au commerce et en améliorant la prévisibilité de l'étiquetage transfrontalier de l'alcool, y compris les allégations de produits biologiques. En outre, les travaux profiteront aux instances économiques, en fournissant des orientations cohérentes fondées sur le Codex, en réduisant les charges de mise en conformité liées à des règles nationales faisant double emploi ou contradictoires et en soutenant des pratiques loyales dans le commerce international, conformément aux objectifs du Codex.

3. PRINCIPAUX ASPECTS À COUVRIR

Le travail proposé consiste à réviser et, le cas échéant, à mettre à jour les dispositions afin de s'assurer que les exigences uniques en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées – couvrant les ingrédients, les allégations et les exemptions possibles – sont correctement incorporées dans les textes pertinents du Codex, y compris :

- *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) et *Directives concernant l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2-1985), par exemple pour définir et inclure des exigences d'étiquetage pour les boissons alcoolisées sur les renseignements relatifs à la santé et à la nutrition, y compris l'indication de la teneur en alcool (alcool par volume) et les risques pour la santé, et;
- *Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé* (CXG 23-1997), par exemple pour indiquer les exigences et les limites des déclarations sur les nutriments, les orientations sur les restrictions et la manière dont les nutriments, tels que les calories ou le contenu énergétique, peuvent être déclarés sans promouvoir les produits alcoolisés comme un choix plus sain, et d'une manière cohérente avec l'intention générale de protéger la santé des consommateurs et d'empêcher la tromperie; et,

L'annexe II détaille les normes et directives du Codex et leurs sections relatives à l'étiquetage des boissons alcoolisées, ainsi que les principaux sujets de révision. Aucun autre document du Codex ne devrait nécessiter de révision.

Il est important de noter qu'un certain nombre de questions transversales sous-tendent la nécessité d'une approche harmonisée de l'étiquetage des boissons alcoolisées dans l'ensemble des normes et directives du Codex. Par exemple, l'établissement de définitions standard pour l'alcool par volume, la consommation standard et la taille de la portion dans un glossaire ou une section dédiée aux définitions dans CXS 1 – soutenu par des références croisées dans CXG 2, CXG 23 et, à terme, CXG 1 – favoriserait une terminologie cohérente et minimiserait la variabilité de l'interprétation. De même, le fait de préciser que les mentions uniquement numériques, telles que les codes QR, ne suffisent pas à transmettre les renseignements relatifs à l'alcool dans les catégories CXS 1 et CXG 2 contribuerait à garantir que le contenu essentiel reste visible sur l'emballage. En outre, l'interdiction des symboles ou logos évoquant la santé dans CXG 23 et CXS 1 (et, à terme, dans CXG 1) permettrait d'éviter la création involontaire d'une impression de santé autour des boissons alcoolisées et de consolider un cadre d'étiquetage cohérent, axé sur la santé publique.

C'est pourquoi les travaux seront répartis entre les principales phases afin de garantir la cohérence méthodologique et réglementaire, ainsi qu'une progression techniquement solide de l'élaboration des normes. L'ordre représente l'interdépendance des instruments concernés, la nécessité de gérer les considérations scientifiques et normatives dans un ordre logique et la nécessité de minimiser les perturbations des textes existants du Codex.

4. ÉVALUATION PAR RAPPORT AUX CRITÈRES POUR L'ÉTABLISSEMENT DE NOUVELLES PRIORITÉS DE TRAVAIL

Dans l'ensemble, ce document de projet vise à reconnaître la nécessité d'amender les textes pertinents du Codex pour tenir compte des spécificités des exigences en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées, conformément aux critères du Manuel de procédure du Codex pour l'établissement de nouvelles priorités de travail.

Critères généraux

Protection des consommateurs

L'étiquetage des boissons alcoolisées est une mesure rentable au point de livraison ou de consommation, cruciale pour la protection de la santé des consommateurs. Un étiquetage clair garantit que les consommateurs sont informés de la teneur en alcool, des ingrédients et des risques pour la santé liés à la consommation, tout en leur permettant de faire des choix éclairés. Des étiquettes trompeuses ou inadéquates peuvent augmenter la

demande de ces produits nocifs, l'exposition aux allergènes ou la consommation par des groupes de population, tels que les mineurs, les femmes enceintes ou les personnes cherchant à arrêter de boire. Les sondages montrent que le public est peu conscient du fait que [l'alcool provoque certains cancers](#) et des étiquettes standardisés permettraient à des millions de consommateurs d'accéder à ces connaissances. Il s'agit d'un gain de sensibilisation relativement peu coûteux. En outre, les étiquettes standardisées sur les boissons alcoolisées peuvent constituer une intervention en faveur de l'équité si elles sont bien conçues et appliquées en protégeant les groupes les plus vulnérables, comme les jeunes et les populations à faible revenu, qui sont les plus susceptibles d'être aux prises avec l'alcool et qui ont moins de chances d'avoir accès à des renseignements précis sur la santé. Des exigences harmonisées en matière d'étiquetage de l'alcool favorisent des pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires en garantissant une divulgation cohérente sur l'ensemble des marchés et en réduisant les possibilités d'allégations trompeuses. Ce travail est particulièrement pertinent pour les pays en développement qui s'appuient sur les normes du Codex pour renforcer les cadres réglementaires nationaux et qui peuvent avoir une capacité limitée à traiter les incohérences dans l'étiquetage de l'alcool.

Critères applicables aux sujets généraux

Fragmentation des législations nationales et obstacles au commerce international

La fragmentation des réglementations nationales en matière d'étiquetage de l'alcool crée des obstacles importants pour la protection des consommateurs et les pratiques commerciales internationales. Les exigences varient considérablement d'un pays à l'autre, nombre d'entre eux s'appuyant sur des règles à portée limitée ou sur des codes industriels volontaires qui se sont révélés [inefficaces](#), ce qui se traduit par des renseignements incohérents et souvent incomplets pour les consommateurs. Les données de l'OMS illustrent ce contexte inégal : en 2019, seuls [42 pays](#) exigent des renseignements pour les consommateurs comme les calories, les additifs, les vitamines et les micronutriments, [55 pays](#) imposent au moins un avertissement relatif à la santé, et [104 pays](#) exigent une étiquette avec la teneur en alcool. De même, la [base de données de l'IARD](#) qui recense les exigences nationales, montre que les réglementations sont inégales d'un pays à l'autre. Ces divergences, encore compliquées par la production et la distribution transfrontalières, signifient que les produits vendus dans un pays portent souvent des étiquettes conçues pour un autre pays, ce qui réduit leur pertinence et compromet les objectifs de santé publique. L'absence de normes harmonisées contribue à créer des tensions commerciales et augmente le risque de litiges au sein du comité [OTC de l'OMC](#). L'élaboration d'orientations internationales par l'intermédiaire du Codex contribuerait à uniformiser les règles du jeu, à favoriser le commerce loyal et à renforcer la protection des consommateurs. L'harmonisation réduirait également les charges réglementaires, en particulier pour les pays à faible capacité qui doivent faire face à des coûts élevés pour établir et appliquer leurs propres systèmes d'étiquetage, en fournissant un cadre commun qui consolide les capacités nationales tout en préservant les ressources.

Étendue des travaux et l'établissement des priorités entre les différentes sections des travaux

Le travail proposé consiste à réviser la norme générale et les directives pour l'étiquetage afin de s'assurer que les spécificités des boissons alcoolisées sont correctement prises en compte. Il limiterait son champ d'application aux modifications ou révisions des textes du Codex, conformément à l'[accord du CCFL48](#).

Travaux déjà entrepris par d'autres organisations internationales dans ce domaine ou suggérés par les organismes intergouvernementaux internationaux concernés.

Plusieurs organismes internationaux se sont penchés sur certains aspects de l'étiquetage des boissons alcoolisées. Par exemple, l'OMS a élaboré des directives sur les politiques à fort impact visant à réduire la consommation d'alcool et a mené des recherches en conditions réelles pour consolider la base de données sur l'étiquetage des boissons alcoolisées. L'Organisation internationale de la vigne et du vin a élaboré des normes pour l'étiquetage du vin. Les initiatives liées au commerce régional et sous-régional ont élaboré des exigences précises pour leurs zones géographiques ou prévoient de le faire, par exemple l'accord commercial sur les relations économiques plus étroites entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, la Communauté de l'Afrique de l'Est et la Communauté des Caraïbes, entre autres. Malgré ces initiatives, il n'existe pas de norme mondiale complète qui harmonise les exigences en matière d'étiquetage entre les pays ou les régions. Collaborer avec les organisations existantes et s'appuyer sur leurs travaux peut favoriser l'élaboration d'une norme unifiée. Les nouveaux travaux proposés peuvent faciliter l'élaboration de directives par consensus entre tous les membres du Codex.

Possibilité de normalisation de l'objet de la proposition

Les pratiques d'étiquetage des boissons alcoolisées se prêtent à la normalisation. Les pays appliquent déjà des normes dans une certaine mesure. Toutefois, un ensemble de renseignements essentiels, tels que la teneur en alcool et les avertissements concernant les risques pour la santé, ne sont pas présentés de manière uniforme dans les différents produits alcoolisés et sur les différents marchés. La normalisation permet de tenir compte des variations entre les différents types de boissons alcoolisées tout en garantissant que les renseignements essentiels sont transmis de manière cohérente aux consommateurs et aux négociants.

Prise en compte de l'ampleur mondiale du problème ou de la question

L'OMS estime à 2,6 millions le nombre de décès attribuables à la consommation d'alcool en 2019. L'alcool est un facteur de risque pour les maladies transmissibles et non transmissibles. L'absence d'étiquettes standardisées est une lacune importante en matière de santé publique et d'information qui contribue à ce problème. Les pays offrent des services sanitaires, sociaux et judiciaires aux personnes touchées par la consommation d'alcool, notamment en raison d'une mauvaise connaissance ou d'un accès limité à l'information. Les pays investissent également des efforts considérables dans l'élaboration ou la mise à jour des exigences en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées, notamment en examinant les normes internationales, en analysant les cadres réglementaires d'autres pays et régions et en comparant les meilleures pratiques mondiales afin de s'assurer que leurs politiques et leurs normes s'harmonisent avec l'évolution des attentes du secteur et des consommateurs. En outre, les pays perdent des revenus en raison des frictions commerciales et réglementaires, ce qui pèse encore plus sur l'allocation des ressources nationales.

Critères supplémentaires pour l'évaluation et la hiérarchisation des nouveaux travaux

Pertinence par rapport au mandat du CCFL

Les nouveaux travaux proposés s'inscrivent dans le cadre du mandat du CCFL. En fait, depuis 10 ans, le CCFL discute de l'étiquetage des boissons alcoolisées en tant que point permanent de l'ordre du jour. Voir l'aperçu du résultat principal à l'annexe I.

Impact sur la santé des consommateurs

L'étiquetage des boissons alcoolisées peut jouer un rôle central dans la lutte pour la prévention, la réduction ou la résolution des risques pour la santé des consommateurs grâce à cinq mécanismes principaux, tous étayés par des données scientifiques sur le comportement, la communication sur les risques et la santé publique. Ces mécanismes ne fonctionnent pas de manière isolée, mais chacun d'entre eux contribue à réduire les dommages. Les gens sous-estiment souvent les risques liés à l'alcool, comme le cancer, les maladies du foie, les risques pour la grossesse, les lésions aiguës. En outre, les étiquettes comportant des avertissements peuvent prévenir les dommages graves tels que les blessures, les empoisonnements et la conduite en état d'ébriété, car les décisions à haut risque sont prises peu de temps avant la consommation. Même des réductions modestes de la consommation chez des millions de personnes ont des effets globaux importants.

Lutte contre les pratiques d'étiquetage fausses, trompeuses ou mensongères

Les normes relatives à l'étiquetage des boissons alcoolisées permettent d'assurer la responsabilité et la transparence réglementaire en évitant les allégations trompeuses, telles que « sain », « naturel », « ami du cœur », « sans alcool », « faible en calories », « biologique », « sans gluten », etc. Il est prouvé que lorsqu'ils disposent de renseignements clairs, les consommateurs peuvent revoir leurs habitudes de consommation, en choisissant de ne pas consommer un produit alcoolisé une fois qu'ils ont été informés des effets néfastes de sa consommation. En outre, les étiquettes obligent les fabricants à indiquer la teneur exacte en alcool, ce qui réduit le risque de sous-déclaration ou de désinformation. Les étiquettes permettent également d'assurer la traçabilité des produits afin de faciliter les rappels ou les alertes à la contamination, ce qui renforce les capacités nationales à réglementer et à intervenir lorsque les produits alcoolisés sont nocifs.

Impact sur la capacité du consommateur à faire un choix éclairé

L'étiquetage des boissons alcoolisées expliquant les risques pour la santé augmente de manière fiable la perception du risque. Une meilleure connaissance des risques incite les gens à boire avec plus de prudence, ce qui réduit les risques de maladies et les dommages à long terme. Les étiquettes des boissons alcoolisées favorisent les changements de comportement, en encourageant une consommation plus faible ou des habitudes moins risquées, en particulier chez les gros buveurs, les buveurs excessifs et ceux qui consomment fréquemment de l'alcool. Elles protègent également les personnes qui cherchent à arrêter de consommer de l'alcool, les mineurs, les jeunes et les femmes enceintes.

Impact sur le commerce international

L'étiquetage standardisé des boissons alcoolisées soutient les pratiques commerciales internationales loyales en garantissant que les producteurs d'alcool nationaux et étrangers respectent les mêmes exigences de transparence, réduisant ainsi le risque d'allégations trompeuses et d'information asymétrique. Des normes d'étiquetage internationales harmonisées facilitent l'accès au marché, réduisent les coûts de mise en conformité et empêchent les réglementations de devenir des obstacles déguisés au commerce, conformément aux principes de l'OMC. En fournissant des renseignements clairs et cohérents sur les ingrédients, la teneur en alcool et les risques pour la santé, l'étiquetage favorise la confiance des consommateurs, consolide la confiance entre les pays en matière de réglementation et contribue à minimiser les différends commerciaux, ce qui contribue à rendre le marché mondial plus équitable et plus efficace.

Toutefois, les tentatives de normalisation des exigences en matière d'étiquetage de l'alcool ont déjà suscité des objections de la part de l'industrie et du commerce, qui ont fait valoir les coûts de ré outillage, de reconditionnement et de mise en conformité. En outre, des conflits commerciaux et réglementaires surviennent lorsque des pays tentent d'imposer de nouvelles étiquettes pour les boissons alcoolisées, ce qui crée des lacunes en matière de santé publique et des frictions commerciales. Les frictions commerciales et les litiges

juridiques, par exemple les plaintes de l'OMC relatives aux OTC, ajoutent des frictions politiques et économiques. Il est peu probable que les coûts supportés par l'industrie pour s'adapter aux exigences particulières du marché soient supérieurs aux bénéfices pour la santé publique. Plus important encore, la transparence favorisera le respect des pratiques d'étiquetage de l'alcool, ce qui réduira les litiges commerciaux et juridiques.

Risques pour la santé publique établis au niveau international et liés à la sécurité sanitaire des aliments, à la santé ou à la nutrition

Les étiquettes apposées sur les boissons alcoolisées qui mettent l'accent sur la santé, la nutrition ou des attributs positifs peuvent présenter des risques importants pour la santé publique. Des allégations telles que « faible en calories », « sans gluten » ou « naturel » peuvent créer une impression trompeuse de santé, amenant les consommateurs à sous-estimer les dommages inhérents à l'alcool, tels que le cancer, les maladies du foie et la dépendance. Les renseignements nutritionnels peuvent détourner l'attention de l'alcool lui-même vers ses ingrédients, encourageant ainsi la compensation des risques, une consommation plus importante et la consommation par des populations vulnérables telles que les adolescents, les femmes enceintes ou les personnes souffrant de problèmes de santé. Ces étiquettes peuvent également nuire aux messages de santé publique en suggérant des avantages qui contredisent les preuves scientifiques. Lorsque des allégations positives apparaissent sans avis relatif à la santé, elles augmentent la probabilité d'une perception erronée, contribuant à une consommation plus élevée et à des effets nocifs pour la santé dans l'ensemble de la population.

Dans ce contexte, les nouveaux travaux proposés sur les exigences en matière d'étiquetage des boissons alcoolisées contribueront à la réalisation de l'objectif de développement durable [ODD 3.5.2](#) visant réduire la consommation d'alcool par habitant d'ici à 2030, et à l'ODD 17, renforcer les moyens de mise en œuvre et revitaliser le partenariat mondial pour le développement durable. En outre, les travaux menés dans ce domaine permettront d'accélérer la réalisation de l'objectif consistant à réduire la consommation nocive d'alcool de 20 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 2010, conformément à l'objectif de réduction de la consommation nocive d'alcool [WHA72\(11\)](#) 2019, Organisation mondiale de la santé – Plan d'action mondial pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles 2013-2030 et son cadre de suivi mondial, et la mise en œuvre du [Plan d'action mondial contre l'alcool 2022-2030](#). En 2019, il y a eu 2,6 millions de décès attribuables à la consommation d'alcool. La même année, le fardeau de la consommation d'alcool dans l'ensemble des maladies était de 4,7 % au niveau mondial. En [2020](#), la majeure partie du fardeau pour les personnes âgées de 15 à 39 ans est attribuable à un décès prématuré ou à des incapacités liées à la consommation d'alcool. De même, le fardeau associé à la consommation d'alcool chez les adultes âgés de 40 à 69 ans était constitué par des maladies à long terme telles que le cancer. Chez les personnes âgées de 65 ans et plus, les maladies cardiovasculaires sont celles qui contribuent le plus à la charge de morbidité liée à la consommation d'alcool. En outre, chaque année, plus de 12 000 personnes sont contaminées par le [méthanol-alcool au niveau mondial](#), avec un taux de mortalité pouvant aller jusqu'à 40 %, comme lors des récentes épidémies au Brésil, en Inde, au Laos et en Turquie.

5. PERTINENCE PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU CODEX

Les travaux proposés s'inscrivent dans le cadre du mandat de la Commission pour l'élaboration de normes internationales, de directives et d'autres recommandations visant à protéger la santé des consommateurs et à garantir des pratiques loyales dans le commerce des aliments. Ces nouveaux travaux contribueront à faire avancer les objectifs stratégiques 1, 2, 3 et 4 du Plan stratégique du Codex 2026-2031, adopté par CAC47 en novembre 2024.

Objectif stratégique 1 : Répondre aux besoins des membres en matière de protection de la santé des consommateurs et de garantie de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires dans un paysage mondial en constante évolution, en élaborant des normes fondées sur la science et des textes connexes. Les travaux proposés renforcent la protection de la santé des consommateurs et les pratiques commerciales loyales en élaborant des exigences d'étiquetage harmonisées et fondées sur la science, qui permettent de remédier aux incohérences. Ils réduisent la variabilité des réglementations nationales en fournissant des orientations claires qui réduisent les obstacles au commerce et garantissent des conditions de concurrence équitables pour les opérateurs économiques. Ils permettent également d'améliorer la compréhension, de favoriser des choix éclairés et de remédier au manque généralisé de sensibilisation des consommateurs aux effets nocifs de l'alcool sur la santé.

Objectif stratégique 2 : Améliorer les systèmes et les pratiques de gestion du travail du Codex qui soutiennent l'élaboration efficace et efficiente des normes et des textes connexes. La création d'un GTÉ ouvert aux parties intéressées (membres et observateurs) et s'appuyant sur les avis scientifiques de l'OMS et de la FAO contribuera à l'amélioration continue des systèmes de gestion des travaux du Codex. En intégrant les principes d'analyse des risques du Codex et les preuves scientifiques, les nouveaux travaux garantissent que les normes tiennent compte des preuves mondiales actuelles selon lesquelles aucun niveau de consommation d'alcool n'est sans danger et que l'alcool a des effets néfastes importants sur la santé et la société.

Objectif stratégique 3 : Renforcer les relations avec les organisations internationales concernées, en faisant la promotion d'une approche coordonnée pour relever les défis mondiaux. Les travaux proposés favorisent la coordination avec les organismes internationaux compétents en matière de réglementation et de commerce de l'alcool, en soutenant une approche mondiale de l'étiquetage de l'alcool plus harmonisée, fondée sur des

données probantes, transparente et consensuelle.

Objectif stratégique 4 : Maximiser l'impact du Codex en augmentant la visibilité et l'utilisation des normes. La mise à jour des normes d'étiquetage du Codex largement utilisées accroît leur pertinence et leur visibilité, encourageant une adoption nationale plus large et renforçant l'impact mondial du Codex, en particulier en raison du nombre croissant de lois nationales ou territoriales qui ont été adoptées ou qui sont prévues dans un avenir proche. Ces nouveaux travaux contribuent à la santé publique mondiale et au développement durable, en particulier aux objectifs liés à la réduction des maladies non transmissibles, à la prévention de la consommation d'alcool et à la diminution des blessures, entre autres, en établissant des éléments d'étiquetage essentiels et cohérents à l'échelle internationale.

6. RELATION ENTRE LA PROPOSITION ET LES AUTRES DOCUMENTS DU CODEX EXISTANTS

Les travaux proposés comprennent la révision progressive et, à terme, des amendements au texte pertinent du Codex afin de garantir que les spécificités des boissons alcoolisées soient harmonisées et tenues en compte de manière cohérente dans les textes suivants du Codex :

- *Norme générale pour l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985),
- *Directives concernant l'étiquetage nutritionnel* (CXG 2-1985), et,
- *Directives pour l'emploi des allégations nutritionnelles et de santé* (CXG 23-1997).

Toutefois, d'autres documents du Codex peuvent fournir des orientations, par exemple les *Directives générales sur les allégations* (CXG 1-1979) ou nécessiter une correspondance précise, par exemple les *Directives concernant la production, la transformation, l'étiquetage et la commercialisation des aliments issus de l'agriculture biologique* (CXG 32-1999). En effet, le document CXG 32 traite des allégations biologiques en général, mais ne précise pas si les boissons alcoolisées peuvent utiliser des termes particuliers, tels que « biologique », « éco » ou « bio ».

7. NÉCESSITÉ ET DISPONIBILITÉ D'AVIS SCIENTIFIQUES SPÉCIALISÉS

Ces travaux ne nécessitent pas de nouvelles évaluations des risques ni d'évaluations scientifiques spécialisées. Toutefois, pour garantir l'élaboration de normes fondées sur des principes scientifiques et d'analyse des risques, il est prévu que l'OMS et la FAO devront fournir des avis scientifiques et juridiques ainsi que des données mondiales. Les données existantes de l'OMS et de la FAO sont suffisantes pour étayer les décisions politiques concernant les principes d'étiquetage en matière de santé propres à l'alcool et les restrictions des allégations. Des avis scientifiques peuvent être consultés, s'il y a lieu, en ce qui concerne les tolérances pour les déclarations de titre alcoométrique, les calculs de la teneur énergétique, les additifs et les auxiliaires technologiques propres aux boissons alcoolisées, les exigences en matière de production biologique pour les boissons alcoolisées. En outre, la collaboration avec les intervenants concernés, notamment les organismes de santé publique, la société civile et les associations d'opérateurs économiques, peut améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des normes d'étiquetage de l'alcool.

8. NÉCESSITÉ D'UN APPORT TECHNIQUE À LA NORME DE LA PART D'ORGANISMES EXTERNES

La proposition bénéficierait de l'apport technique d'organismes extérieurs, notamment d'organisations de santé publique, de la société civile et d'organismes de réglementation. Cette collaboration peut garantir que les exigences en matière d'étiquetage sont pratiques, scientifiquement fondées et qu'elles répondent efficacement aux préoccupations de toutes les parties concernées.

9. CALENDRIER PROPOSÉ

Le Comité devrait avoir besoin d'au moins deux sessions pour mener à bien ce travail. S'il est approuvé par la Commission en 2026, il pourrait être achevé en 2028.

Durée	Activité
Mai 2026	Examen critique du document de projet par le CCFL
Juill. 2026	Approbation de nouveaux travaux par la Commission du Codex Alimentarius
Juillet 2028	Adoption finale par la Commission du Codex Alimentarius à l'étape 8

Les travaux seront répartis en trois phases principales afin de garantir la cohérence méthodologique et normative, ainsi qu'une progression techniquement solide de l'élaboration des normes. L'ordre représente l'interdépendance des instruments concernés, la nécessité de gérer les considérations scientifiques et normatives dans un ordre logique et la nécessité de minimiser les perturbations des textes existants du Codex.

La phase 1 consistera à réviser la norme générale (CXS 1-1985), qui fournit les principes fondamentaux, les définitions et les dispositions générales qui régissent tous les travaux ultérieurs relatifs aux allégations et à l'étiquetage. Il est essentiel de commencer par mettre à jour cette norme pour établir un cadre conceptuel et normatif harmonisé et éviter tout décalage en aval.

La phase 2 consistera à réviser les normes relatives aux allégations nutritionnelles et de santé (CXG 23-1997). Le fait de traiter ces textes après la norme générale permet d'intégrer une terminologie, des critères et des principes d'analyse des risques actualisés, tout en favorisant l'harmonisation avec les données probantes et la pratique et en maintenant la cohérence entre les catégories de boissons alcoolisées et les types d'allégations.

La phase 3 consistera à réviser la norme relative à l'étiquetage nutritionnel (CXG 2-1985). Le fait de placer ce travail en dernier permet aux dispositions relatives à l'étiquetage d'intégrer pleinement les exigences générales révisées et le cadre actualisé des allégations, ce qui garantit la cohérence interne et facilite une approche globale des renseignements nutritionnels.

Cette progression par étapes favorise une restructuration techniquement saine des textes du Codex, minimise les incohérences d'interprétation et permet une mise à jour coordonnée qui tient compte des données actuelles, des besoins normatifs et des objectifs d'information des consommateurs, tout en faisant la promotion des pratiques commerciales loyales.